



L'auto-rénovation accompagnée : mieux coopérer pour booster la rénovation énergétique des logements



CAHIER DE PROBLÈMES DE L'AUTO-RÉNOVATION ACCOMPAGNÉE

L'auto-rénovation accompagné (ou ARA), qu'est-ce que c'est ?

L'auto-rénovation accompagnée se définit comme une démarche conjointe et librement consentie entre l'occupant (ou bailleur) d'un logement et un accompagnateur professionnel, dans laquelle l'occupant engage des travaux qu'il a définis avec l'assistance de l'accompagnateur et dont il réalise lui-même une partie.



Plusieurs freins à la massification de travaux de rénovation énergétique de qualité pourraient être levés par **une diversification des métiers** dans ce secteur, et par **une coopération renouvelée sur les chantiers de rénovation** entre les professionnels, les habitants, et l'ensemble des acteurs parties prenantes des rénovations des logements au niveau territorial.



SOMMAIRE

Axe 1 – Attractivité du secteur et tension sur l'offre

- Pb N°1 : attractivité des métiers de la rénovation
- Pb N°2 : manque de disponibilité des professionnels de la rénovation énergétique

Axe 2 – Marchés de la rénovation énergétique et modèles économiques

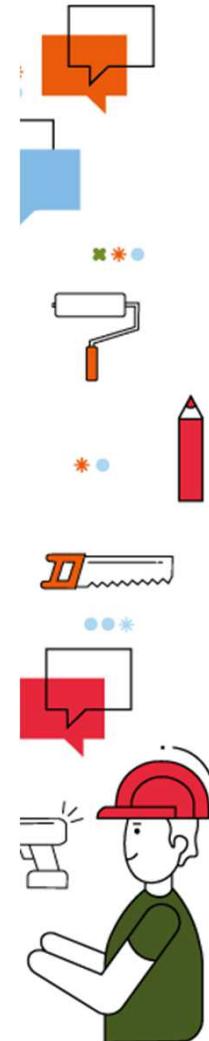
- Pb N°3 : insuffisance de l'offre d'accompagnement à l'auto-rénovation
- Pb N°4 : les limites budgétaires du ménage impactent à la baisse la performance énergétique
- Pb N°5 : besoin de modèles économiques, contractuels et financiers adaptés au déploiement d'offres de services intégrant l'auto-rénovation accompagnée

Axe 3 – Enjeux de qualité des travaux, de sécurité sur les chantiers et d'atteinte de la performance énergétique

- Pb N°6 : trop de chantiers d'auto-rénovation sont menés de manière autonome par les particuliers avec des risques sur la qualité des travaux
- Pb N°7 : besoin de modèles contractuels, juridiques et assurantiels adaptés à l'auto-rénovation accompagnés (partage des responsabilités et du risque)
- Pb N°8 : manque d'appropriation du logement et de ses équipements impactant les consommations d'énergie en phase d'usage

Axe 4 – Transition juste et inclusive

- Pb N°9 : inégalité d'accès aux dispositifs d'aides et d'accompagnement à la rénovation énergétique
- Pb N°10 : discriminations indirectes freinant l'accès du plus grand nombre à un logement décent et confortable

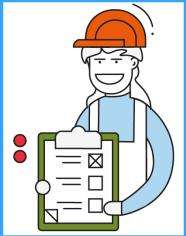




AXE 1 – ATTRACTIVITÉ DU SECTEUR ET TENSION SUR L'OFFRE

Problème N°1 : attractivité des métiers de la rénovation

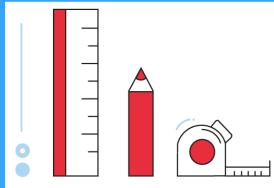
Le secteur du bâtiment souffre d'un déficit d'image et, avec 200 000 emplois à créer dès aujourd'hui si l'on veut garantir l'atteinte des objectifs environnementaux et climatiques fixés à 2030, il est essentiel d'explorer des pistes pour augmenter l'attractivité des métiers de la rénovation. Quels nouveaux métiers peuvent émerger en lien avec l'ARA et sa dimension coopérative ? Quels liens avec le dispositif Mon Accompagnateur Rénov' ? Comment l'ARA est-elle vue par les acteurs publics et privés qui cherchent à accélérer les recrutements dans le secteur de la rénovation énergétique au niveau territorial ? Comment en faire une opportunité pour diversifier les métiers du bâtiment, y compris dans le cadre de reconversions ? Quels profils sont attirés par des métiers tournés vers l'accompagnement et la transmission de savoirs ? Comment l'intégrer aux parcours des professionnels du bâtiment afin de faciliter leur évolution au cours de leurs carrières ? Quels seraient les besoins de formation associés ?



AXE 1 – ATTRACTIVITÉ DU SECTEUR ET TENSION SUR L'OFFRE

Problème N°2 : manque de disponibilité des professionnels de la rénovation énergétique

Les délais d'attente dans certains territoires sont importants pour accéder à des professionnels qualifiés en rénovation énergétique. Comment les ménages de ces territoires s'adaptent-ils à ces longs délais d'attente ? Quelles stratégies mettent-ils en place pour pouvoir mener à bien leurs travaux de rénovation énergétique ? Quels schémas coopératifs imaginer pour faciliter l'accès à des savoir-faire professionnels, mais aussi à des ressources (matériaux, outils...) ?

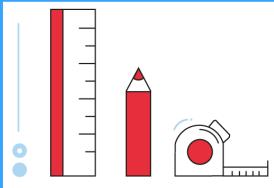


AXE 2 – MARCHÉS DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET MODÈLES ÉCONOMIQUES

Problème N°3 : insuffisance de l'offre d'accompagnement à l'auto-rénovation

Il existe une demande avérée de la part de particuliers qui souhaiteraient être accompagnés sur le chantier de rénovation de leur logement tout en s'y impliquant personnellement, mais cette demande ne rencontre pas à ce jour une offre identifiée, qualifiée et suffisante. Alors que peu de particuliers sont capables de mener seuls des travaux de rénovation énergétique, ils invoquent néanmoins des raisons légitimes pour s'impliquer dans la réalisation de travaux au sein de leur logement : contraintes financières, envie d'être acteur du projet de travaux, besoin de contrôle du chantier...

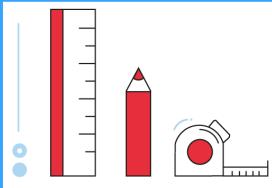
Cette tendance est renforcée par les réseaux sociaux et le numérique qui facilitent le partage de savoir-faire : tutos en ligne, youtubeurs dont les plus en vue font référence auprès de particuliers motivés pour se lancer. Les auto-rénovateurs agissent la plupart du temps en coopération avec de multiples acteurs, au premier rang desquels les professionnels de la rénovation (on peut citer également les acteurs publics et privés de l'accompagnement, les associations locales d'entraide, l'entourage...). Cette demande d'accompagnement à l'auto-rénovation reste donc à mieux qualifier pour estimer la taille de ce marché et le faire émerger. Un travail de segmentation, de profilage... est également nécessaire pour affiner les différents profils de particuliers et leurs besoins d'accompagnement.



AXE 2 – MARCHÉS DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET MODÈLES ÉCONOMIQUES

Problème N°4 : les limites budgétaires du ménage impactent à la baisse la performance énergétique

Leur budget constraint certains ménages (même parmi ceux qui font intervenir des professionnels), à renoncer à certains gestes ou certaines étapes de travaux, ce qui impacte à la baisse le niveau de performance énergétique. Les contraintes financières sont la première raison invoquée par les ménages pour expliquer le non-recours à des professionnels pour leurs chantiers de rénovation énergétique. Comment capter ces particuliers qui souhaitent faire avancer leurs projets de travaux malgré les limites de leur budget et des aides disponibles ? Comment tirer vers le haut le niveau de qualité et de performance de ces chantiers en ARA ? Quelles sont les aides disponibles dans les territoires qui peuvent appuyer même indirectement des pratiques d'auto-rénovation ?



AXE 2 – MARCHÉS DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET MODÈLES ÉCONOMIQUES

Problème N°5 : manque de modèles économiques, contractuels et financiers adaptés au déploiement d'offres de services intégrant l'auto-rénovation accompagnée

Il existe peu de modèles économiques qui reflètent la diversification de l'offre de services de professionnels dans le cadre de chantiers d'auto-rénovation accompagnée. Quels sont les modèles économiques à concevoir pour que les professionnels se saisissent de ce marché de l'accompagnement en coopération avec le maître d'ouvrage ? Quels modèles contractuels et financiers imaginer pour une répartition optimale des rôles et des responsabilités entre professionnels (qui doivent pouvoir facturer cette intervention au plus juste), et particuliers (qui pourraient prendre en charge des tâches plus ou moins qualifiées en fonction de leurs compétences) ?



AXE 3 – ENJEUX DE QUALITÉ DES TRAVAUX, DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS ET D'ATTEINTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Problème N°6 : trop de chantiers d'auto-rénovation sont menés de manière autonome par les particuliers avec des risques sur la qualité des travaux

30 à 40% des gestes de rénovation ne font pas l'objet de l'intervention de professionnels, alors qu'ils pourraient gagner en qualité si des professionnels y étaient impliqués. Ce taux varie beaucoup en fonction des gestes de travaux : certains travaux plus techniques sont réalisés quasiment exclusivement par des professionnels, alors que sur d'autres postes de travaux on observe un fort taux d'implication des particuliers (isolation des parois ou des combles par exemple). Les particuliers suffisamment compétents pour prendre en charge des gestes de rénovation énergétique sans accompagnement qualifié sont minoritaires, et d'autant plus pour mener des projets avec un haut niveau d'ambition de performance énergétique. Comment mieux capter ces ménages qui font par eux-mêmes, pour leur apporter des compétences professionnelles à des moments-clés de leur parcours ? D'un point de vue technique, quel(s) accompagnement(s) imaginer, pour quel(s) geste(s) de travaux ? Quels sont les retours sur le niveau de qualité, le taux de malfaçons... dans le cadre de travaux réalisés en auto-rénovation accompagnée ? Quels sont les niveaux de consommation énergétique atteints en post-travaux ?



AXE 3 – ENJEUX DE QUALITÉ DES TRAVAUX, DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS ET D'ATTEINTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Problème N°7 : besoin de modèles contractuels, juridiques et assurantiels adaptés à l'auto-rénovation accompagnés (partage des responsabilités et du risque)

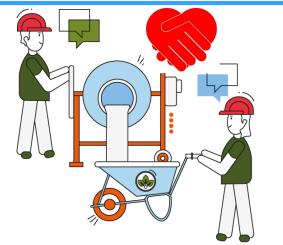
Des modalités contractuelles, juridiques et assurantielles adaptées restent à définir pour que les acteurs de l'ARA puissent exercer leur activité dans des conditions satisfaisantes. Quels modèles contractuels et juridiques imaginer pour établir le partage des responsabilités sur le chantier ? Comment assurer la sécurité des personnes qui interviennent sur un chantier en ARA ? Qui porte la responsabilité de la qualité des travaux réalisés ? Comment traduire les données sur la qualité, sur les accidents... en des estimations de taux de sinistralité afin que les assureurs puissent se positionner sur l'assurabilité des travaux et des chantiers menés selon en ARA ?



AXE 3 – ENJEUX DE QUALITÉ DES TRAVAUX, DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS ET D'ATTEINTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Problème N°8 : manque d'appropriation du logement et de ses équipements impactant les consommations d'énergie en phase d'usage

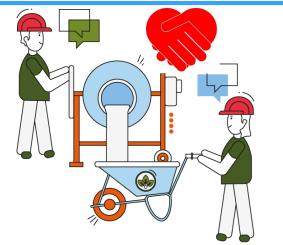
En raison du manque d'implication des habitants, de nombreux chantiers de rénovation n'atteignent ni un niveau de qualité suffisant, ni le niveau de performance prévu en phase d'usage. N'étant pas suffisamment associés au suivi et au contrôle des travaux, les habitants peuvent passer à côté de malfaçons ou de points indispensables à la bonne coordination des différents postes de travaux entre eux. Ceux-ci ont aussi une moins bonne connaissance technique de leur logement/ du bâtiment, ce qui impacte les usages en post-travaux : moindre appropriation des équipements et de leur entretien, moindre implication dans l'optimisation des consommations énergétiques... Comment mieux impliquer les habitants dans la conception / réalisation / suivi du projet de travaux, y compris des publics qui ont naturellement moins d'appétence pour ce sujet ? Comment les outiller pour qu'ils soient vigilants à des moments-clés de suivi et contrôle du chantier ? Comment valoriser le rôle de sensibilisation que les professionnels ont à jouer vis-à-vis des habitants, par exemple sur la compréhension des travaux réalisés, ou sur les réglages, la gestion et la maintenance des équipements en phase d'usage ? Quel(s) impact(s) dans le phasage des travaux et leur rapidité d'exécution ? Cette coopération réduit-elle la vulnérabilité des habitants à un essoufflement lors de chantiers d'ampleur ?



AXE 4 – TRANSITION JUSTE ET INCLUSIVE

Problème N°9 : inégalité d'accès aux dispositifs d'aides et d'accompagnement à la rénovation énergétique

Malgré les nombreux dispositifs d'aide à la rénovation existants qui prennent en compte les inégalités de revenus dans une optique de redistribution, certaines catégories de ménages demeurent éloignées ou exclues de ces dispositifs. Il existe un besoin de mieux connaître ces ménages, d'affiner les profils concernés et de mieux comprendre les difficultés auxquelles ils sont confrontés vis-à-vis de leur logement. Et, du côté de l'accompagnement, qui sont les acteurs qui s'engagent au niveau territorial pour apporter des réponses à ces inégalités (associations, fondations, collectifs citoyens, coopératives, collectivités, autres...) ? Comment s'organisent-ils, quels sont leurs modes d'action ? Quels sont leurs besoins pour déployer leurs interventions ? En quoi les pratiques d'ARA constituent-elles un levier pour les rénovations énergétiques de ces publics ? Cette coopération entre acteurs locaux permet-elle de faciliter l'identification de situations précaires et réassurer l'intervention de tiers (professionnels, collectivité, Etat...) dans l'intime ?



AXE 4 – TRANSITION JUSTE ET INCLUSIVE

Problème N°10 : discriminations indirectes freinant l'accès du plus grand nombre à un logement décent et confortable

Non seulement les inégalités liées aux revenus, mais aussi d'autres types de discriminations, peuvent s'exercer pour l'accès du plus grand nombre à un logement qui soit à la fois décent, exempt de pathologies (moisissures, humidité excessive, mauvaise qualité de l'air intérieur...), et à même de garantir un minimum acceptable de confort thermique à tous ses occupants. Quelles sont les discriminations susceptibles d'avoir un impact à cet égard ? Comment les identifier et mettre en place des dispositifs au niveau territorial pour réduire ces discriminations ? La dimension coopérative et citoyenne dans des projets de rénovation peut-elle être un facteur de réduction de ces discriminations, et selon quelles modalités de mise en œuvre ?

En droit, une discrimination est un traitement défavorable qui doit généralement remplir deux conditions cumulatives : être fondé sur un critère défini par la loi (sexe, âge, handicap...) ET relever d'une situation visée par la loi (accès à un emploi, un service, un logement...). À ce jour, la loi reconnaît plus de 25 critères de discrimination.

Vous êtes une structure publique ou privée mobilisée sur les sujets de la rénovation de l'habitat, de l'ESS ou de la participation citoyenne ?

Nous avons besoin de vous pour nous aider à répondre à ces questions et tester des solutions !

Déposez votre proposition de projet sur

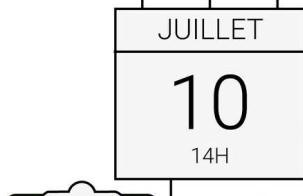
[https://www.innoverpourlatransitionecologique.fr
/fr/challenges/coop-reno](https://www.innoverpourlatransitionecologique.fr/fr/challenges/coop-reno)



CALENDRIER



Lancement de l'Appel
à expérimenter

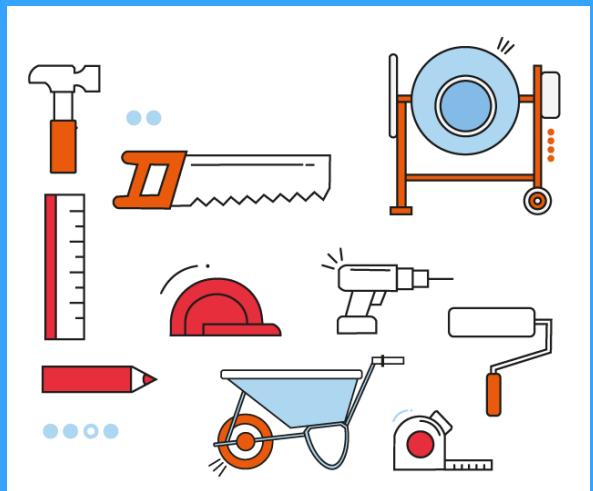


Date limite de dépôt
des candidatures



Annonce
des projets sélectionnés





CONTACT : Via ce lien

A BIENTÔT !

